

PROLOGUE

Une réunion au petit-déjeuner

LE 20 JANVIER 1942, quinze hommes – presque tous des personnalités de haut rang de l'État national-socialiste, du parti et de la SS, parmi lesquels quatre secrétaires d'État, deux hauts fonctionnaires de poste équivalent et un sous-secrétaire d'État – se réunissent à l'invitation de Reinhard Heydrich, chef du Reichssicherheitshauptamt (RSHA), l'Office central de la sécurité du Reich, dans une luxueuse villa sur le lac de Wannsee, en périphérie occidentale de Berlin. Le superbe emplacement, le voyage pittoresque jusqu'à la villa dont l'entrée est précédée d'un vaste massif circulaire, le grand parc méticuleusement agencé, les pièces, spacieuses, magnifiques, qui donnent sur le parc et le lac vers lequel descend le jardin en terrasses, ainsi que la serre et les fontaines de marbre, tout cela laisse encore aujourd'hui à qui visite le site historique de la conférence de Wannsee une idée assez précise des intentions du propriétaire. C'était un commerçant ayant fait fortune au début du xx^e siècle, qui avait fait construire en ce lieu impressionnant une demeure semblable à un château. La villa était censée être l'incarnation de la réussite et du raffinement culturel de son propriétaire. Pourtant, la beauté des lieux offre un contraste frappant avec ce qui va s'y dérouler en cette année 1942. La villa, transformée en pension pour la SS, est ce jour-là le théâtre d'une réunion sur la « Solution finale de la question juive ». Le protocole de la réunion, qui a été conservé, montre qu'il était prévu de débattre de la répartition précise des tâches au sein du cercle des invités, ainsi que de la déportation d'un total de 11 millions de personnes, pour les soumettre à des travaux forcés impitoyables, et deviser des moyens d'éliminer les survivants et ceux qui n'étaient pas aptes au travail. Pour conclure la réunion, un petit-déjeuner était au programme.

Quinze hommes, dont dix ayant suivi une formation universitaire, neuf juristes, huit titulaires d'un doctorat¹, discutèrent de ces questions, à en croire le protocole, dans des conditions agréables, dans un environnement tout à fait idyllique, au cours d'échanges à la fois passionnés et professionnels. Sur des points de détail, ils défendirent des opinions divergentes, sans jamais remettre en cause le projet global, l'assassinat de 11 millions de Juifs.

Le protocole de la conférence de Wannsee est aujourd'hui considéré comme le symbole même de l'organisation calculée, froide et bureaucratique du génocide des Juifs d'Europe, un document que l'on peine à appréhender, où est consigné comment la pulsion exterminatrice du régime, idéologiquement motivée, a été transformée en une opération mise en œuvre sans merci par l'État. « Dans aucun autre document, disait l'historien Wolfgang Scheffler dans son discours pour l'inauguration du site de la conférence de Wannsee en 1992, trouve-t-on ainsi présenté le projet d'ensemble de l'anéantissement des Juifs d'Europe². »

Mais l'importance du protocole de la conférence de Wannsee ne tient pas seulement au fait qu'il est l'expression du cynisme et du mépris pour l'humanité des représentants de haut rang du régime nazi. Il est unique parce qu'il reflète avec une grande clarté, mieux que tout autre document, le processus de

décision qui a abouti à l'assassinat des Juifs d'Europe. Ce processus, autrement dit, les propositions, les discussions, les ordres et les accords dont Hitler, Himmler, Heydrich et d'autres hauts responsables politiques nazis furent partie prenante, se déroula principalement à l'oral. Pour la documentation existante, elle a été détruite, autant que possible, ou était rédigée dans un langage codé qui ajoute à la confusion, et n'est aujourd'hui accessible que de façon très éparpillée plutôt que regroupée dans un fonds unique. Les initiateurs et les organisateurs du génocide ont systématiquement cherché à effacer leurs traces. Par conséquent, il est extrêmement ardu de reconstituer le processus de décision, car même si l'on peut s'appuyer sur plusieurs milliers de documents, des questions doivent être laissées en suspens, ce qui ouvre un espace assez large à l'interprétation.

Le protocole de la conférence de Wannsee montre clairement que la chancellerie du Reich, le ministère de la Justice, le ministère de l'Intérieur, les Affaires étrangères, les autorités d'occupation civiles, le plan quadriennal (soit la plus haute instance de l'industrie de l'armement) et le parti ont tous contribué à ce qui a constitué le crime du siècle et qu'ils en sont tout autant responsables que la SS, la Sicherheitspolizei (Sipo) et le Sicherheitsdienst (SD).

Le caractère exceptionnel du protocole – le fait qu'il ne s'inscrit pas dans le cadre d'une série de documents stratégiques qui reflètent le processus de décision du début jusqu'à la fin, mais qu'il ressemble plutôt à un instantané d'un processus de décision essentiellement secret – pose cependant des problèmes et soulève des questions.

Si, à première vue, on pourrait croire que ce document consigne la « décision » d'assassiner les Juifs d'Europe, une lecture attentive montre qu'il n'en est rien³. Des éléments de la formulation du protocole peuvent en effet donner l'impression d'aller dans le sens de cette interprétation très répandue, à savoir que la conférence de Wannsee aurait été la réunion décisive au cours de laquelle les responsables des principaux organes du régime auraient débattu de l'organisation de la « Solution finale » décrétée par Hitler. L'idée étant que les déportations, qui avaient débuté en octobre de l'année précédente après avoir obtenu « l'autorisation préalable du Führer », étaient déjà en cours, et que Heydrich, ayant reçu l'approbation de Goering pour la préparation de la « Solution finale » prévue, devait désormais s'efforcer de mettre au point un plan d'ensemble, qu'il aurait déjà ébauché lors de la réunion.

Par ailleurs, au moment où a lieu la conférence, le 20 janvier 1942, plusieurs centaines de milliers de Juifs avaient déjà été massacrés de façon systématique, en Union soviétique, dans le district de Galicie du Gouvernement général¹, en Serbie ainsi que dans le « Warthegau ». Dans cette région, constituée d'un territoire polonais intégré au Reich, le premier camp d'extermination était déjà ouvert : à partir du 6 décembre 1941, dans des installations spécialement construites à cet effet près du village de Chelmno, des milliers de gens furent entassés dans des camions modifiés pour l'occasion et assassinés à l'aide des gaz d'échappement des véhicules. Dans le district de Lublin, où se situe le Gouvernement général, un camp d'extermination fixe existait depuis novembre 1941, et des préparatifs étaient en cours sur d'autres sites afin d'y exterminer des gens en grand nombre à l'aide de gaz toxiques. Par conséquent, si le génocide battait déjà son plein, en quoi aurait-il eu besoin de davantage de « préparation » pour la « Solution finale à venir » ? En quoi aurait consisté concrètement cette « Solution finale à venir » ? Le fait que le génocide ait déjà été déclenché en janvier 1942 ne prouve-t-il pas plutôt, comme le veut une autre interprétation, que la « Solution finale » n'a pas été le résultat d'une structure de décision et d'une planification centralisée, mais qu'elle s'est au contraire déroulée de façon non coordonnée, non contrôlée, à l'initiative d'instances subalternes ? Ces questions montrent bien que l'on ne peut parvenir à déduire le sens et l'objectif de la conférence de Wannsee qu'en se livrant à une interprétation et une contextualisation méticuleuse du protocole – même si, à première vue, on pourrait croire qu'il contient effectivement un plan d'ensemble du génocide formulé avec une remarquable clarté.

Les difficultés inhérentes à l'analyse de ce document et les controverses qui en découlent tiennent entre autres au fait que, longtemps, les chercheurs se sont fondés sur différents modèles d'interprétation qui sont exprimés de telle façon qu'ils s'excluent mutuellement. On peut rapidement en présenter les grandes

lignes. D'un côté, l'idée que l'assassinat des Juifs d'Europe aurait correspondu à un plan de la hiérarchie nazie, autrement dit Hitler, préparé de longue date, un plan qui aurait été mis en œuvre et progressivement modifié par le biais d'un processus de décision centralisé. Selon cette représentation « intentionnaliste », à un moment précis, à l'été 1941 ou même plus tôt, Hitler aurait pris la décision de principe d'exterminer les Juifs d'Europe⁴.

D'autres historiens défendent l'idée que cette décision de Hitler, si lourde de conséquences, aurait été prise à la fin de l'été⁵, voire en automne⁶, ou en décembre⁷. Selon les variantes de cette interprétation, l'extension du conflit aurait incité Hitler à transformer en actes sa théorie d'une « mise à l'écart » indispensable des Juifs. On est là en quête d'une explication qui relie les intentions de Hitler à ce que l'on sait des structures et des fonctions de l'État nazi. La conférence de Wannsee aurait donc logiquement servi à la mise en application de cette décision de Hitler et de la hiérarchie nazie, quel que soit le moment où elle aurait été prise. Les deux interprétations s'accordent sur ce point. On peut objecter que les massacres avaient commencé bien avant la conférence, et que cette dernière, en ce qui concerne la mise en œuvre de l'ordre d'extermination, avait en fait été convoquée trop tard. Point de vue auquel on peut opposer l'idée que la conférence aurait eu un sens plus formel que pratique. Heydrich l'aurait organisée en premier lieu pour officialiser sa « nomination » en tant que responsable de la « Solution finale », alors que le programme était en cours depuis longtemps sous sa direction⁸. Les partisans de la thèse qui veut que Hitler ait pris la décision de la « Solution finale » en décembre 1941 après l'entrée en guerre contre les États-Unis se heurtent à la question de savoir pourquoi les invitations à la conférence remontent en fait au 29 novembre. Ils répondent que cette conférence, prévue à l'origine pour le 9 décembre, avait d'abord eu un autre objectif⁹.

À l'opposé des interprétations qui mettent en avant une « intention » de longue date, voire le développement d'une prise de décision centralisée, on trouve l'idée que diverses instances de l'État nazi se seraient retrouvées aux prises dans une sorte de compétition pour mettre en place la solution la plus radicale à la « question juive », le tout avec l'autorisation aussi vague que générale de Hitler. Elles se seraient enfermées d'elles-mêmes dans une impasse par la transformation des exécutions en Union soviétique en génocide et par le début des déportations depuis l'Allemagne sans attendre la victoire à l'est. Une situation dont elles n'auraient pu sortir qu'en appliquant des mesures plus radicales encore. Selon les partisans de cette thèse, dits « fonctionnalistes » ou « structuralistes », le protocole de la conférence de Wannsee serait le reflet exact de l'évolution de la situation et de la volonté qui a abouti à cette radicalisation. Au cœur de la réflexion de ces historiens se trouve la conviction que les massacres se seraient développés dans le cadre d'un « processus de radicalisation cumulatif » (Hans Mommsen) à partir des structures de l'État nazi, et que l'attitude personnelle de Hitler et d'autres hauts fonctionnaires serait secondaire en comparaison¹⁰.

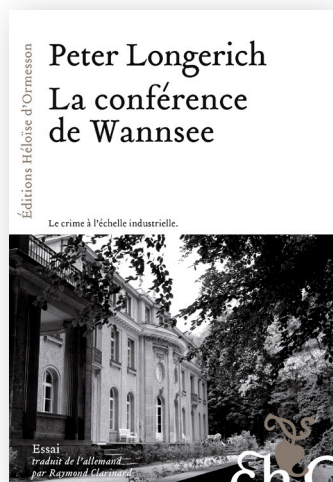
Au cours des vingt dernières années, ce modèle a gagné en plausibilité grâce à une série d'études importantes sur les lieux clés de l'Holocauste en Europe de l'Est. Ces études concourent toutes à montrer que les hauts fonctionnaires allemands des territoires occupés s'étaient vus attribuer une autonomie et une initiative considérables en ce qui concerne le déclenchement et la réalisation du génocide. Par conséquent, la thèse des « fonctionnalistes », qui veut que le processus de radicalisation ait été alimenté en grande partie par l'appareil d'État – en l'occurrence, les autorités d'occupation à la « périphérie – semble confirmée. Que l'on suive l'interprétation « structuraliste » ou plutôt les conclusions de la recherche centrée sur des régions précises, la conférence aurait été orchestrée en premier lieu pour ramener le processus génocidaire enclenché sous la direction du Reichssicherheitshauptamt sous le contrôle d'une organisation unique.

Dans le présent ouvrage, nous allons développer une interprétation qui part de ces tentatives d'explications évoquées précédemment, non comme des modèles s'excluant l'un l'autre, mais comme les composants d'une explication plus complexe¹¹ : ainsi, l'Holocauste a eu lieu non suite à une décision centrale, mais il est le résultat – dans le cadre d'une politique antijuive des nationaux-socialistes à long terme et constamment remaniée – d'un processus de décision où Hitler, instance centrale de direction du « Troisième Reich », en étroite collaboration avec d'autres sections de l'appareil du pouvoir, a développé et mis en œuvre

progressivement un programme génocidaire concret à partir de principes encore vagues. Dans ce processus de décision, la rencontre entre ces quinze hommes, le 20 janvier 1942, joue un rôle capital.

La question de la place historique de la conférence nous ramène à celle de son emplacement géographique: pourquoi cette discussion essentielle s'est-elle justement déroulée dans cette luxueuse villa sur le lac de Wannsee? [...]

1. Dans le protocole de la conférence de Wannsee, Alfred Meyer, Georg Laibbrandt, Wilhelm Stuckart, Roland Freisler, Josef Bühler, Eberhard Schöngarth et Rudolf Lange sont mentionnés avec leurs titres de docteur, ce qui n'est pas le cas de Gerhard Klopfer, pourtant diplômé en 1929.
2. Scheffler, « Wannsee-Konferenz », p. 30.
3. Lors de sa participation au séminaire organisé à l'occasion du 70^e anniversaire de la conférence (« Le défi de "Wannsee" »), Mark Roseman a montré que l'idée, fautive, que la « Solution finale » aurait été décidée lors de la conférence reste très présente dans la vision du public sur la question.
4. Helmut Krausnick partait du principe que le déclenchement du génocide des Juifs d'Europe remontait à une décision prise par Hitler au début de l'année 1941 (« Judenverfolgung », en particulier p. 297, p. 305 et suivantes). Le même point de vue était défendu par Hermann Graml qui considérait que Hitler avait fait part à Himmler et Heydrich, durant la première moitié de juin 1941, de son intention d'assassiner les Juifs d'Europe (*Reichskristallnacht*, p. 222 et suivantes). Wolfgang Benz (*Holocaust*, p. 50 et suivantes) fait remonter la « genèse de la Solution finale » au contexte du projet Madagascar (voir note 40). Richard Breitman (*Himmler*) estime lui aussi que la décision a été prise par Hitler et Himmler au début de 1941. En revanche, Saul Friedländer (« Antisemitismus », p. 47) et Raul Hilberg (« L'action Reinhard ») penchent en faveur de l'été 1941.
5. Jersak, « Entscheidungen », en particulier p. 299 et suivantes; *ibid.*, « Interaktion ».
6. Uwe Adam (*Judenpolitik*, p. 312) situait la prise de décision entre septembre et novembre 1941, en guise de « moyen de sortir » d'une « situation devenue inextricable », car d'un côté les dirigeants allemands avaient entamé la déportation des Juifs d'Allemagne, mais de l'autre, il leur était impossible de mettre en œuvre leur intention d'origine, « l'expulsion des déportés sur le territoire de la Russie vaincue », et ce du fait de l'évolution du conflit. Philippe Burrin, lui, penche pour une décision entre la mi-septembre et le mois d'octobre. Il met l'accent sur la relation avec la situation militaire devenue critique (*Hitler und die Juden*, p. 154 et suivantes). Christopher Browning situe la décision d'assassiner les Juifs d'Europe à la même période, mais, contrairement à Burrin, il l'attribue à ce qui était alors considéré comme la victoire imminente sur l'Union soviétique. Browning insiste constamment sur le lien étroit avec la décision d'assassiner tous les Juifs soviétiques en juillet 1941, y compris dans son œuvre *Des hommes ordinaires*. Browning y détaille un peu plus sa position. À la mi-septembre, en relation avec le début des déportations, Hitler aurait approuvé le principe de l'extermination des personnes déportées, et des changements de cap décisifs auraient ensuite eu lieu jusqu'à la fin du mois d'octobre. Götz Aly se prononce lui aussi en faveur de la première moitié d'octobre en tant que période critique pour « une formulation officielle éventuelle » (« *Endlösung* », p. 358).
7. Gerlach, « Wannsee-Konferenz ». Auparavant, Hartog avait déjà avancé un point de vue semblable (*Befehl*).
8. Dans sa contribution au volume collectif réalisé sous la direction de Norbert Kampe et Peter Klein sur la conférence de Wannsee, Andrej Angrick considère qu'elle a servi à « mettre en scène la prise de contrôle autoproclamée » [du processus par Heydrich].
9. Voir note 151.
10. Martin Broszat (« Genèse de la "Solution finale" », en particulier p. 752) développe l'hypothèse que l'extermination des Juifs aurait eu lieu « non seulement en conséquence d'une volonté d'extermination existante, mais aussi en tant que "moyen de sortir" d'une impasse dans laquelle on s'était enfermé ». « Une fois lancée et institutionnalisée, la liquidation a acquis un poids écrasant et a fini par conduire à un "programme" d'ensemble. » Argument que l'on retrouve chez Hans Mommsen (« Réalisation », p. 417), qui établit de manière apodictique qu'il serait « fondamentalement exclu que Hitler ait mis en œuvre la politique génocidaire sous la forme d'une "directive du Führer" officielle ». Dans sa polémique contre l'interprétation intentionnaliste, Mommsen, dans une contribution (p. 66), défend l'idée « que Hitler se soit pour ainsi dire dissimulé derrière le processus d'extermination alors en cours ».
11. Pour ce faire, l'auteur s'appuie principalement sur son étude sur la *Politique de l'extermination* datée de 1998, publiée en anglais sous une forme considérablement retravaillée et développée (*Holocaust*). Pour un résumé, voir également l'étude générale, *Der ungeschriebene Befehl*, de 2001, qui regroupe sous une forme révisée les données présentées lors du procès qui eut lieu à Londres dans l'affaire Irving contre Lipstadt en 2000.



Peter Longerich, *La conférence de Wannsee*
Essai traduit de l'allemand par Raymond Clarinard

240 pages | ISBN 978-2-35087-559-0 | 20 €

© Éditions Héloïse d'Ormesson, 2019 | www.heloisedormesson.com